Document généré le 14 juil. 2025 20:45

Intervention

Défis de la transition socioécologique pour les praticien·ne·s en intervention collective

Denis Bourque, Charlotte Goglio, Ariane Hamel, Geneviève Le Dorze-Cloutier et Lucie Morin

Numéro 159, 2024

La justice écologique au coeur du travail écosocial : construire des connaissances et développer des pratiques à la hauteur des enjeux socioécologiques

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1111611ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1111611ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ)

ISSN

2564-2375 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bourque, D., Goglio, C., Hamel, A., Le Dorze-Cloutier, G. & Morin, L. (2024). Défis de la transition socioécologique pour les praticien·ne·s en intervention collective. *Intervention*, (159), 37–47. https://doi.org/10.7202/1111611ar

Résumé de l'article

Au Québec, des travailleuses sociales pratiquent l'intervention collective (ou organisation communautaire) pour accompagner des processus variés d'action collective. Cet article rend compte des résultats préliminaires d'une recherche partenariale qui éclaire la contribution de l'intervention collective à des démarches de développement des communautés territoriales dans une volonté partagée de prendre en compte la question climatique et d'investir la transition socioécologique.

© Denis Bourque, Charlotte Goglio, Ariane Hamel, Geneviève Le Dorze-Cloutier et Lucie Morin, 2024

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Défis de la transition socioécologique pour les praticien·ne·s en intervention collective

Denis Bourque, Ph.D., Professeur titulaire, Département de travail social, Université du Québec en Outaouais
Denis.Bourque@uqo.ca
Charlotte Goglio, Candidate à la maîtrise en travail social, Assistante de recherche, Université du Québec à Montréal
goglio.charlotte@courrier.uqam.ca
Ariane Hamel, Candidate à la maîtrise en travail social, Université du Québec en Outaouais
hama28@uqo.ca
Geneviève Le Dorze-Cloutier, Doctorante en travail social, Université de Montréal
genevieve.le.dorze-cloutier@umontreal.ca
Lucie Morin, T.S., Doctorante en travail social, Université de Montréal
lucie.morin.5@umontreal.ca

RÉSUMÉ :

Au Québec, des travailleuses sociales pratiquent l'intervention collective (ou organisation communautaire) pour accompagner des processus variés d'action collective. Cet article rend compte des résultats préliminaires d'une recherche partenariale qui éclaire la contribution de l'intervention collective à des démarches de développement des communautés territoriales dans une volonté partagée de prendre en compte la question climatique et d'investir la transition socioécologique.

MOTS-CLÉS :

Intervention collective, transition socioécologique, développement des communautés, territoire

INTRODUCTION

D'avril 2023 à avril 2024, le Québec vit ses États généraux du travail social, dont la dernière édition s'est déroulée à la fin du siècle précédent (OPTSQ, 1999). Les questions du dérèglement climatique et de la transition socioécologique sont au centre des débats sur l'avenir du travail social. Il y a un consensus dans la littérature traitant des conséquences sociales des changements climatiques sur le fait que les inégalités et les injustices sociales se croisent avec les injustices climatiques et environnementales pour en augmenter les effets délétères, particulièrement auprès des populations autochtones, racialisées et appauvries (Senay et al., 2023). L'intersectionnalité des discriminations et des injustices est à l'œuvre et les travailleuses sociales[1] sont directement les témoins des vulnérabilités accrues par la crise climatique chez les populations déjà marginalisées pour des raisons liées à la classe sociale, le genre, la race, l'âge, etc. (Banks et al., 2024). Or, le travail social peine au Québec (Dagenais Lespérance et MacDonald, 2019) et en Europe francophone (Grandgeorge, 2022) à trouver sa place et sa contribution sur cette question devenue, pour plusieurs, l'enjeu majeur pour l'avenir de nos sociétés et du monde. Cela semble davantage le cas

1 Nous avons recours au féminin étant donné que 85 % des professionnelles en travail social sont des femmes.

pour le travail social tel qu'il se pratique dans les établissements et les institutions, principalement sous la forme d'intervention individuelle. Le travail social relevant du paradigme collectif, comme l'organisation communautaire ou l'intervention collective, cherche à élargir son champ d'action traditionnellement axé sur le développement social, soit les conditions de vie des personnes et des collectivités, pour inclure différentes formes d'action collective touchant les changements climatiques et la transition socioécologique. En d'autres termes, le travail social collectif cherche à dépasser l'intervention sur les conditions de vie des personnes et des collectivités pour agir sur les conditions de la vie sur la planète, qui sont menacées à terme par le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Cependant, au sein des démarches d'action collective soutenues et accompagnées par l'intervention collective, la perspective d'inclure des questions environnementales soulève différents enjeux. Cet article rend compte des résultats préliminaires d'une recherche partenariale qui éclaire la contribution de l'intervention collective à des démarches collectives de développement social se déployant sur différents niveaux territoriaux dans une volonté partagée de prendre en compte la question climatique et d'investir la transition socioécologique, soit :

> Le passage de l'état actuel du système à un état socialement plus juste, inclusif et écologiquement viable, rendu possible grâce à une transformation de nos pratiques démocratiques, de nos modes de production, de consommation, de vivre ensemble et de nos représentations (récits), et s'appuyant sur l'établissement de rapports sociaux porteurs de justice sociale et d'inclusion. (Guay-Boutet et al., 2022, p. 4)[2]

1. L'approche et la méthode de l'intervention collective en travail social

Les programmes universitaires de premier cycle en travail social au Québec visent à développer des compétences théoriques et pratiques autour de trois approches et méthodes : l'intervention individuelle et familiale, l'intervention de groupe et enfin l'intervention collective. Même si la grande majorité des travailleuses sociales exercent en intervention individuelle, on compte quelque 500 organisatrices communautaires dans le réseau public de santé et de services sociaux (le nombre de postes est en hausse de 27 % depuis 2017), et plus de 2000 intervenantes collectives qui pratiquent dans les milieux communautaires, municipaux ou de la ruralité (Comeau et al., 2018). Malgré des titres d'emploi différents, ces personnes pratiquent généralement l'intervention collective, qui est définie comme :

> différentes méthodes d'intervention par lesquelles un agent de changement professionnel aide un système d'action communautaire composé d'individus, groupes ou organisations à s'engager dans une action collective planifiée dans le but de s'attaquer à des problèmes sociaux en s'en remettant à un système de valeurs démocratiques (Kramer et Specht, 1983, dans Bourque et al., 2007, p. 13).

En plus d'œuvrer avec des acteurs intersectoriels provenant de différentes sphères de la société (l'État et ses institutions, la société civile et les milieux communautaires, l'économie sociale et le privé, ainsi que des organisations hybrides, telles que la philanthropie), les pratiques d'intervention collective sont ancrées dans les collectivités territoriales (géographique ou d'appartenance) (Bilodeau et al., 2019).

2 Cette définition est issue des échanges entre plusieurs organisations impliquées dans le mouvement de la transition qui participaient au chantier « projets citoyens » du Partenariat Climat Montréal (PCM) en 2021. Elle est inspirée des travaux de Audet (2015) et se trouve dans Guay-Boutet et al. (2022).

Le mandat général des intervenantes collectives est de développer l'action collective de différentes manières (initier, stimuler, accompagner, évaluer, etc.) pour qu'elle puisse contribuer à répondre à des besoins, aspirations et enjeux collectifs. Leur mandat ne se limite pas à répondre à des demandes exprimées ou à accompagner des projets existants, mais leur permet d'agir comme développeuses et prospectrices pour amorcer des processus collectifs nouveaux, ce qui exige une relation de proximité avec leur territoire. Le concept de territoire s'applique certes aux différents découpages administratifs, mais ce qui le rend significatif, c'est d'abord sa consistance en tant qu'échelon spatial de l'action collective (Lachapelle et Bourque, 2018). En effet, le territoire est un des principes structurels qui déterminent l'action collective alors que celle-ci contribue à produire le territoire en tant que « construit social permanent, en constante appropriation » (Leloup et al., 2005, p. 326).

Selon Lachapelle (2017), l'intervention collective (ou organisation communautaire) se caractérise par une fonction générale de liaison qui se présente comme un ensemble de cinq actions permettant de mettre en lien des acteurs et d'accroître leur capacité collective d'agir et de produire des résultats : 1) connaître le milieu, 2) mobiliser les acteurs, 3) garantir la cohésion, 4) démocratiser les rapports au pouvoir et 5) rendre accessibles les ressources. D'autres recherches sur l'intervention collective (Comeau et al., 2018; Mercier et Bourque, 2021; Robitaille, 2016) indiquent que l'accompagnement des processus d'action collective et de développement social (DS) constitue la dimension la plus significative de l'intervention collective. Mercier et Bourque (2021), à partir de la typologie de Paul (2004), décortiquent la fonction d'accompagnement de l'action collective et du DS selon trois rôles types, soit : 1) conduire/initier (animer-impulser); 2) guider/soutenir (inspirer-faciliter-outiller); 3) escorter/agencer (orchestrer-architecturer). Ces rôles types peuvent se succéder ou se croiser dans une même intervention ou démarche selon les spécificités de chacune des situations.

Les enjeux environnementaux et la crise climatique sont jusqu'à récemment peu présents dans les champs de l'intervention collective, bien que la transition socioécologique et les démarches de développement social mobilisent des acteurs similaires et partagent certaines valeurs et méthodes (Courtemanche et al., 2022). Voilà pourquoi il nous est apparu pertinent et nécessaire de documenter et de mieux comprendre les pratiques d'intervention collective en développement des communautés territoriales cherchant à s'inscrire dans la transition socioécologique.

2. La recherche sur le développement des communautés territoriales et la transition socioécologique

Notre équipe de recherche a dénombré près de 200 démarches au Québec en développement des communautés territoriales « qui se définissent comme différentes formes d'actions collectives structurées sur un territoire donné qui, par la mobilisation des populations et des acteurs et des actrices concernés (public, communautaire, privé), ciblent des enjeux collectifs reliés aux conditions et à la qualité de vie au moyen de l'identification de priorités, de la mobilisation de ressources et de la mise en place de réponses appropriées » (Morin et al., 2023, p. 8). Les démarches en développement des communautés territoriales interviennent sur les conjonctures matérielles ou sociales dans lesquelles les personnes naissent, grandissent, vivent, travaillent et vieillissent (Lachapelle et Bourque, 2020; Parent et Bourque, 2016). Or, très peu de ces démarches faisaient référence en 2021 à la crise climatique ou à la transition socioécologique (TSÉ) dans leurs objectifs et leur plan d'action. Leur ancrage territorial, leurs capacités à mobiliser des personnes et des ressources et leur approche centrée sur le développement social et la réduction des inégalités font pourtant d'elles des dispositifs appropriés pour aborder la TSÉ (Courtemanche et al., 2022). Il semble qu'il y ait au Québec une distanciation entre les organisations qui mènent le combat

pour arriver à boucler la fin du mois, dont les organisations de lutte contre la pauvreté et contre les inégalités sociales, et les groupes issus de la mouvance écologiste, qui mènent la lutte pour préserver l'avenir de l'humanité et éviter la fin du monde. Malgré les différences entre les finalités de ces catégories d'organisations, ne devrait-il pas y avoir des convergences entre ces postures?

Une équipe de recherche partenariale formée de chercheurs et de chercheuses d'écoles de travail social de quatre universités québécoises[3] ainsi que du Collectif des partenaires en développement des communautés[4] souhaite comprendre comment les démarches en développement des communautés territoriales peuvent arriver à être contributives des efforts collectifs à fournir pour assurer la transition socioécologique et une lutte plus efficace contre la crise climatique. Afin de documenter cette question, nous avons procédé à une recherche qualitative selon l'approche de l'étude de cas multiples (Stake, 2006). D'une part, celle-ci permet de développer une meilleure connaissance du phénomène dans un milieu donné afin de produire notamment des connaissances sur les façons de réfléchir la TSÉ et son rôle dans le développement des communautés territoriales. D'autre part, elle permet d'établir des liens entre les terrains étudiés en vue de produire des résultats généralisables (Barlatier, 2018; Stake, 2006). Cette recherche s'est intéressée à huit démarches de développement des communautés territoriales retenues en fonction d'une recherche de représentativité de la diversité des différentes échelles de territoire : quatre au palier local dans des quartiers de Montréal (Solidarité Ahuntsic et Vivre Saint-Michel en santé) et de Québec (L'Engrenage Saint-Roch et La Ruche Vanier); deux au palier supralocal des Municipalités régionales de comté (Tous complices pour notre communauté et Table de développement social de Pierre-De Saurel); et finalement, deux au palier régional (Réseau développement social Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine et le Collectif Nourrir notre monde, puis la Politique régionale de développement social de Laval). Ces huit démarches ont en commun d'être structurées autour d'une instance de concertation intersectorielle (santé et services sociaux, municipalités, éducation, économie sociale, culture, etc.) et inter-réseaux (public, communautaire, privé). Cette instance de concertation peut prendre différentes formes, comme une table de quartier, une politique régionale de développement social ou une table de développement social, et s'engage dans des actions collectives planifiées à partir d'un diagnostic des problèmes et enjeux sociaux prioritaires du territoire couvert dans le but d'atteindre des objectifs convenus en réalisant différents projets et initiatives.

3. La méthodologie employée

Le but de notre recherche partenariale est de comprendre en quoi le défi de la transition socioécologique renouvelle le développement des communautés territoriales et comment ce dernier peut contribuer à la transition socioécologique, et même en devenir un vecteur. Le rôle des intervenantes collectives (IC) dans les démarches en développement des communautés territoriales est également analysé pour mieux comprendre comment elles arrivent à intégrer les dimensions sociale et environnementale dans l'analyse des besoins et la réalisation d'actions collectives. Pour ce faire, l'équipe de recherche a eu recours à trois méthodes de collecte de données, dont la première

3 L'équipe de recherche agit sous la co-direction de Denis Bourque de l'UQO et de Sonia Racine de Communagir. Elle se compose d'André-Anne Parent et Christian Jetté de l'Université de Montréal, Stéphane Grenier et Serigne Touba Mbacke Gueye de l'UQAT, Dominic Foisy et René Lachapelle de l'UQO, Sébastien Savard de l'Université d'Ottawa, ainsi que des assistantes de recherche Lucie Morin, coordonnatrice de l'équipe, Geneviève Le Dorze-Cloutier, Ariane Hamel, Charlotte Goglio et Valérie Raymond. Le projet de recherche est financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH # 890-2019-0058).

4 Le Collectif des partenaires en développement des communautés a été mis sur pied en 2007 et constitue un réseau d'organisations et de citoyens engagés en soutien au développement des communautés. Ceux-ci accompagnent et aident les communautés locales qui se prennent en main et travaillent à organiser leur développement tant économique, social et culturel qu'environnemental. https://collectifpdc.org/.

a été l'analyse documentaire des diverses productions de chacune des démarches (compte-rendu, plan d'action, rapport annuel, portraits, etc.) afin de camper leur trajectoire. De plus, 127 entrevues individuelles semi-structurées ont été réalisées en 2022 et 2023 avec les parties prenantes (employé·e·s, partenaires, citoyen·ne·s, intervenantes collectives, etc.), soit de 12 à 23 personnes interviewées par démarche. Les entrevues ont été transcrites (verbatim) et traitées selon l'analyse de contenu catégorielle et transversale (Bardin, 2013) à partir de thèmes préétablis dans le schéma des entrevues et de thèmes émergeant de leurs contenus. Enfin, des séances d'observation participante lors des rencontres et activités des huit démarches étudiées ont été effectuées à l'aide d'un canevas de prise de notes.

Au moment d'écrire ces lignes (février 2024), la collecte de données est terminée, laissant maintenant place à l'étape d'analyse, qui n'est pas entièrement complétée. Les résultats finaux seront ultérieurement diffusés, mais déjà des constats préliminaires se dégagent de l'ensemble des données (analyses documentaires, entrevues et observations participantes) en regard du rôle des intervenantes collectives. Ce sont ces constats préliminaires qui font l'objet du présent article.

4. Les résultats préliminaires quant à la posture et aux rôles des intervenantes collectives

4.1 Posture personnelle, citoyenne et professionnelle

La totalité des 55 intervenantes collectives rencontrées en entrevue dans le cadre de cette recherche ont nommé se sentir personnellement concernées et préoccupées par les changements climatiques dont elles constatent l'aggravation alarmante. Elles identifient généralement des liens entre les conséquences des changements climatiques et les spécificités de leur territoire d'intervention. « En sachant que Saint-Michel, c'est l'endroit où peut-être il fait le plus chaud au Canada à cause du manque de verdure » (5DI18). « On est en train de le réaliser, les étés qui sont hyper chauds, l'hiver qui n'est plus vraiment un hiver… On a un impact » (7CI21).

En tant que citoyennes, la plupart des IC posent des gestes quotidiens (compostage, mobilité active, consommation locale, utilisation du transport collectif et actif, etc.). Tout en affirmant que ces gestes sont nécessaires, elles constatent qu'ils ne sont pas suffisants pour contrer le dérèglement climatique, qui requiert des transformations systémiques. Elles adhèrent généralement à une conception de la transition qui ne soit pas seulement énergétique (par exemple, remplacer les autos à essence par des autos électriques) ou techno-centrée (par exemple, les puits artificiels de captation du carbone), mais davantage à une vision de la transition socioécologique (TSÉ) qui implique des transformations majeures des modes de consommation, de production, du vivre-ensemble et de la gouvernance démocratique des territoires et de la société. À ce sujet, une participante souligne que le développement des communautés territoriales mis de l'avant dans son milieu d'intervention s'inscrit dans cette conception de la TSÉ : « Je trouve que c'est là que ça fait tout le sens avec la PRDS [politique régionale de développement social de Laval], où l'on est dans "faire les choses autrement". […] Comment la participation de tous peut-elle avoir un impact? Pour moi, je sens que j'ai beaucoup plus d'impact et de pouvoir sur [cette conception] » (7MI4).

Pour certaines, la convergence des différentes postures devient un vecteur à ce que les démarches en développement des communautés territoriales soutiennent la transition socioécologique :

> *Je pense que ça passe même par les gens que tu engages, et par les valeurs que ces gens-là portent comme personnes.* […] *Si tu n'es pas intéressée à l'écologie, cette partie-là elle peut passer dans le beurre et il n'y a personne qui en parle. Mais si en tant que personne, professionnelle, c'est important pour toi, le projet* [va aller dans ce sens]. *Tu es déjà encouragée, il y a vraiment tout un élan qui se fait.* (5DI5)

Les intervenantes collectives associent aussi spontanément les inégalités et les injustices sociales aux injustices environnementales et climatiques, qui en sont les plus récentes manifestations.

4.2 Contributions et rôles des intervenantes collectives

Des distinctions importantes apparaissent cependant entre les intervenantes collectives (IC) lorsqu'il est question de leurs contributions et de leurs rôles en regard de la prise en compte des changements climatiques et de la transition socioécologique (TSÉ) dans les démarches en développement des communautés territoriales qu'elles accompagnent. À cette étape-ci de notre analyse préliminaire, nous avons observé trois cas de figure.

La distanciation assumée

Pour moins du quart des IC, la conjoncture sociale fait en sorte qu'il n'est pas possible ni même opportun d'investir la TSÉ. Les urgences sociales sont en croissance exponentielle depuis la pandémie et s'accentuent avec l'augmentation du coût de la vie, la crise du logement, l'itinérance, etc. Les besoins sociaux sont tels qu'ils accaparent toutes les ressources des démarches en développement des communautés territoriales déjà fragilisées par un manque de ressources financières et une pénurie de main-d'œuvre. Selon ces IC, les changements climatiques et la TSÉ pourraient détourner les démarches en développement des communautés territoriales de leur mission première et aggraver encore davantage les conditions de vie précaires des personnes appauvries, exclues et racisées. Ici, la lutte pour de meilleures conditions de vie ne peut s'arrimer avec la lutte portant sur les conditions de la vie ou contre la fin du monde, comme le montrent deux extraits d'entrevues :

> *Du point de vue des organismes engagés dans la lutte à la pauvreté accotée au quotidien,* […] *c'est secondaire, les enjeux de la transition.* (6CIR17)

> *Si je fais un parallèle avec ce sur quoi on travaille en pauvreté, on travaille beaucoup sur les conséquences de la pauvreté et on arrive difficilement à travailler sur les causes.* (6SIR11)

L'ambivalence et le manque de moyens

Chez d'autres intervenantes collectives, il y a une volonté de passer à l'action, mais elle est marquée par une certaine ambivalence concernant leur capacité à avoir un impact sur ces questions, et une ambiguïté quant aux moyens et stratégies à déployer. De même, certaines IC considèrent que les acteurs pouvant avoir un impact sur les enjeux climatiques se situent à un niveau d'action plus macro :

> *Il y a un intérêt pour ces enjeux-là, mais ça reste un petit peu distant. On ne sait pas trop comment se les approprier.* (6CIN13)

> *Je pense qu'on agit, mais je ne sais pas si c'est consciemment en lien avec les transformations.* (6CIR16)

> *Parce que moi, les enjeux environnementaux, ce n'est pas juste local, ça se fait au contraire au niveau régional. Il y a des actions en transport... Il y a des actions pour avoir plus d'impact qui doivent avoir un impact plus régional. Ça doit se faire à plus grande échelle, pour moi.* (7MI14)

Les IC de cette catégorie, qui nous semblent former la cohorte majoritaire, estiment donc qu'il faut faire converger les démarches en développement des communautés territoriales et la TSÉ, mais qu'elles ont de la difficulté à poser des actions en ce sens en tant que professionnelles à l'échelon local. À leurs yeux, cela relève aussi d'échelons territoriaux et administratifs supérieurs.

L'engagement et le leadership stratégique

Le dernier cas de figure renvoie aux IC qui ont décidé de s'engager sur l'enjeu climatique et la TSÉ pour faire en sorte qu'ils soient intégrés dans les démarches en développement des communautés territoriales, en respectant leur processus décisionnel démocratique. Elles nous expliquent que leur point de départ a été souvent une décision personnelle de s'informer, de se former et de s'outiller sur la question, mais aussi d'y croire. Dans ce cas de figure, il s'agit donc de s'approprier la problématique climatique et celle de la transition socioécologique, de maîtriser les concepts, les codes et le langage, et surtout d'identifier les convergences et les points d'arrimage avec la démarche de développement des communautés territoriales. Bref, de se construire une forme de récit sur comment la transition et le développement des communautés territoriales peuvent se renforcer mutuellement, comme l'indique cette intervenante collective : « Je pense que quand on fait des projets qui sont bons pour l'environnement, ils sont forcément bons pour la population aussi d'une certaine manière, que ça soit pour l'environnement dans lequel ils vivent, mais aussi ce qu'ils mangent comme produits, etc. » (5DI7).

Cette autre intervenante collective mise sur son rôle de facilitatrice pour expliquer comment elle actualise sa capacité à relier la TSÉ avec sa démarche de développement des communautés territoriales : « Je pense que c'est de réfléchir peut-être comment on peut ramener des facilitants, des leviers d'action. […] Parce que je sens que c'est un peu pour ça que c'est un peu évacué, c'est le sentiment que la prise ou les tentatives faites, c'est plus difficile à faire descendre concrètement » (7CI3).

4.3 Stratégies déployées par des intervenantes collectives pour positionner la transition socioécologique dans les démarches en développement des communautés territoriales

Selon notre analyse, qui demeure préliminaire, nous avons constaté que les intervenantes collectives ont eu recours à six grandes stratégies pour mettre de l'avant la question des changements climatiques et de la TSÉ auprès des démarches en développement des communautés territoriales qu'elles accompagnent.

La première stratégie consiste à s'appuyer sur le territoire comme moteur de conscientisation et de mobilisation sur la transition, en identifiant collectivement les vulnérabilités climatiques qui touchent ses habitants et en agissant sur l'aménagement du territoire, comme l'indique l'extrait d'entrevue suivant :

> *Une journée comme hier, où il faisait extrêmement chaud, tout le monde se plaint : « Ah, ce n'est pas normal », et toi tu sais que tout est minéralisé. Mais à moins de savoir qu'une des raisons qui fait augmenter la température ambiante, c'est la minéralisation des espaces, on ne va pas faire le lien.* […] *Sans ce pont-là, ce n'est pas possible que les gens s'approprient la transition écologique.* (5DI5)

La seconde stratégie est de soutenir des projets en développement des communautés territoriales qui sont cohérents avec la transition socioécologique, ce qui peut impliquer de rendre visibles des actions et des contributions reliées à la TSÉ qui existent déjà, selon les intervenantes collectives, mais qui s'ignorent. Pour y parvenir, celles-ci doivent assurer la traduction et l'arrimage des enjeux de fin du mois et ceux de fin du monde. Quand ces projets en développement des communautés territoriales s'opérationnalisent, ils deviennent des exemples, tant dans leurs fins que leurs moyens, de transition socioécologique qui alimentent le récit et le passage à l'action. Cette stratégie implique pour les IC de soutenir les acteurs dans un passage à l'action pour hausser les ambitions quant à la contribution des démarches de développement des communautés territoriales à la transition socioécologique. Cette contribution comporte une dimension curative qui vise l'adaptation et la résilience des territoires face aux changements climatiques. La contribution des démarches en développement des communautés territoriales à la transition socioécologique comporte surtout une dimension préventive, qui vise l'atténuation des causes du dérèglement climatique et le changement social en exigeant, entre autres, de nouvelles politiques publiques.

Une autre stratégie consiste à rechercher l'aide d'alliés qui ont non seulement la volonté de s'engager, mais la légitimité et certaines compétences pour le faire, comme en témoignent ces intervenantes collectives :

> *Ces grandes démarches là, ça peut donner le vertige aussi. C'est intéressant, c'est stimulant, mais quand on arrive à dire : ok, qu'est-ce qu'on fait? On a des recommandations, puis là go, on actualise quoi? C'est sûr que là, c'est plus questionnant aussi pour les partenaires dans leur capacité d'agir. D'où l'importance d'aller chercher des partenaires qui ont une expertise aussi.* (7C13)

Cette approche partenariale comporte des exigences, voire des limites, comme l'exprime cette personne :

> *Peut-être qu'on ne trouvera pas de compromis sur la décroissance économique avec la Chambre de commerce, mais on va réussir à s'entendre sur les conditions de vie des travailleurs, sur la circularité, sur le recyclage. Donc est-ce que ça vaut la peine de ne pas leur parler simplement parce qu'ils n'embarquent pas avec l'idée de décroissance?* (7E19)

La quatrième stratégie à laquelle ont recours des intervenantes collectives mise sur la création d'occasions de rencontre et de travail collaboratif entre des organisations du mouvement écologique local et les acteurs du développement des communautés territoriales. Cette stratégie vise à combler en partie la distance qui existe dans les territoires entre les acteurs du développement social et ceux engagés pour l'écologie, malgré le fait qu'ils pourraient partager des projets, voire des intérêts communs.

> *On le voit, il y a plein de problématiques d'ilots de chaleur, de mobilité, d'habitats dégradés. Puis en fait, on peut intégrer tout un tas de concepts reliés à la transition socioécologique dans l'amélioration de ces enjeux-là, je pense, localement. Et puis aussi auprès de certains partenaires. On a beaucoup de projets en alimentation qui sont vraiment axés sur l'agriculture locale, sur le développement de programmes scolaires locaux, d'apprentissages de l'agriculture. Donc on a aussi des partenaires sur le terrain qui ont envie de développer des choses pensées un peu autrement.* (5DI6)

Les intervenantes collectives n'ont pas mentionné d'enjeux ou de défis de gestion de la multiplication des acteurs et partenaires, mais une fois cette stratégie déployée, on peut penser que ces enjeux pourraient surgir.

La stratégie de miser sur la mobilisation citoyenne est employée pour mettre de l'avant la question des changements climatiques et de la TSÉ auprès des démarches en développement des communautés territoriales que les IC accompagnent. Il s'agit de favoriser des actions et des projets qui font appel à l'engagement de citoyens, dont les jeunes, ou qui sont directement issus d'initiatives citoyennes. Cette stratégie implique des défis, comme l'indiquent ces intervenantes collectives :

> *C'est une vision de transformation sociale. Il faut qu'elle soit vivante, cette vision de transformation sociale et ce n'est pas facile. Mais si tu fais de la mobilisation juste au niveau enjeu écologique, c'est sûr que le monde n'embarquera pas.* (7CI8)

> *C'est toujours un défi de parler de ces grandes démarches auprès des citoyens. Ça a l'air un peu, même pour des partenaires des fois, ils trouvent que ça vole haut un peu. Donc, ramener ça un petit peu plus concrètement.* (7CI3)

La dernière stratégie des interventions collectives consiste à agir comme agente de liaison vis-à-vis son propre organisme-employeur afin de créer des occasions de maillage avec les initiatives qui prennent forme sur le territoire et contribuer à faire de son organisme un acteur territorial de la transition.

Une intervenante collective a même nommé une stratégie impliquant notre projet de recherche : « Mais quand on s'est parlé, j'ai un petit peu insisté pour dire "J'aimerais ça que vous veniez ici" parce que j'y voyais une opportunité pour essayer, pour avoir une légitimité pour essayer d'avancer le dossier environnement » (7MI2).

5. Discussion

Le développement des communautés territoriales a fait ses preuves comme accélérateur des solidarités, de l'innovation et de la mobilisation sociale, mais peut-il s'inscrire dans l'enjeu majeur de la transition socioécologique (TSÉ)? Notre recherche partenariale indique jusqu'à présent que la réponse positive à cette question est encore à venir, mais qu'elle passera inévitablement par les intervenantes collectives. Notre analyse préliminaire identifie une dissonance entre les postures personnelles et citoyennes des intervenantes collectives par rapport à la TSÉ et à leurs contributions professionnelles sur cet enjeu. À ce chapitre, deux cas de figure sont moins fréquents (distanciation assumée et engagement/leadership stratégique) alors que le dominant est celui de l'ambivalence, où les IC estiment qu'il faudrait faire converger les démarches en développement des communautés territoriales et la TSÉ, alors qu'elles manquent de moyens, voire d'inspiration ou de compétences en ce sens.

L'analyse du troisième cas de figure, celui de l'engagement et du leadership stratégique, devient alors importante pour mieux comprendre les rôles joués et les stratégies déployées par les IC pour mettre de l'avant la question des changements climatiques et de la TSÉ auprès des démarches en développement des communautés territoriales qu'elles accompagnent. Il ne suffit pas d'identifier des stratégies spécifiques, telles que les six nommées précédemment, mais il faut également comprendre leur articulation dans une pratique d'intervention collective toujours en évolution. Cette pratique repose en partie sur l'expertise acquise en organisation communautaire, mais aussi sur une nouvelle conscience du territoire dont il faudra préciser la nature, de même que sur l'appropriation d'un nouveau paradigme social, voire d'un nouveau récit collectif, celui de la transition socioécologique. Les résultats définitifs de cette recherche permettront d'éclairer cette question et contribueront à la recherche en intervention collective en lien avec la TSÉ à partir d'une perspective québécoise.

L'intervention collective pourrait alors aider à composer avec le fatalisme climatique et s'inscrire dans les aspirations de transformation portées par les mouvements écologistes, car, comme l'écrit Delphine Masset (2023, p. 24) : « de manière générale, (re)créer du collectif reste le moyen le plus efficace pour sortir du sentiment d'impuissance ».

CONCLUSION

« L'emballement climatique est peut-être en soi le plus grand défi de justice sociale auquel l'humanité n'ait jamais été confrontée » (FCTE, 2020, p. 29). Cette perspective interpelle le travail social, car non seulement ce sont les mêmes personnes et communautés qui sont victimes des injustices sociales et climatiques, mais ces dernières ont les mêmes sources : système social et économique générateur d'inégalités et de discriminations, déficit démocratique et manque de pouvoir sur les destins individuels et collectifs, modèle de surproduction et surconsommation, course au surenrichissement, exploitation des personnes et de la nature, etc.

La lutte au dérèglement climatique exige non seulement la transition énergétique et la décarbonation des transports et de l'industrie, mais également une transition sociale et écologique, c'est-à-dire des changements fondamentaux dans les modes de vie, de production, de consommation et de gouvernance (FCTE, 2020). Pour être efficaces et justes, ces changements fondamentaux doivent être démocratiques et inclusifs afin de ne pas reproduire les inégalités sociales existantes et, au contraire, favoriser des rapports plus égalitaires de la part des pouvoirs publics et privés envers les personnes et les collectivités. La contribution des travailleuses sociales à ce chapitre est encore en devenir, mais les intervenantes collectives semblent ouvrir une voie.

ABSTRACT:

In Quebec, social workers practice collective intervention (or community organization) to support various collective action processes. This article describes the preliminary findings of a partnership research initiative that sheds light on collective intervention's contribution to the development of territorial communities in a shared desire to take into account climate issues and invest in the socio-ecological transition.

KEYWORDS:

Collective intervention, socio-ecological transition, community development, territory

RÉFÉRENCES

Audet, R. (2015). Pour une sociologie de la transition énergétique. *Cahiers de recherche sociologique, 58*, 5-13. https://doi.org/10.7202/1036203a

Banks, S., Bertotti, T., Cairns, L., Shears, J., Shum, M., Sobočan, A. M., Strom, K. et Úriz, M. J. (2024). Social work beyond the pandemic: Exploring social work values for a new eco-social world. *International Social Work, 0*(0). https://doi.org/10.1177/00208728241227062

Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu*. Presses universitaires de France.

Barlatier, P.-J. (2018). Les études de cas. Dans L. M. Cloutier et N. Mitev (dir.), *Les méthodes de recherche du DBA* (p. 126-139). EMS Éditions.

Bilodeau, A., Galarneau, M., Lefebvre, C. et Potvin, L. (2019). Linking process and effects of intersectoral action on local neighbourhoods: systemic modelling based on Actor-Network Theory. *Sociology of Health and Illness, 41*(1), 165-179. https://doi:10.1111/1467-9566.12813

Bourque, D., Comeau, Y., Favreau, L. et Fréchette, L. (dir.). (2007). *Organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*. Presses de l'Université du Québec.

Comeau, Y., Bourque, D. et Lachapelle, R. (2018). *L'intervention collective : convergences, transformations et enjeux*. Presses de l'Université du Québec.

Courtemanche, A., Bourque, D., Racine, S., Parent, A.-A. et Morin, L. (2022). Développement des communautés et transition socioécologique au Québec. *Revue Organisations et Territoires, 31*(2), 73-84. https://doi.org/10.1522/revueot.v31n2.1481

Dagenais Lespérance, J. et MacDonald, S.-A. (2019). La justice environnementale : dans l'angle mort de la formation en travail social? *Intervention, 150*, 113-119.

Favreau, L. (2017). *Mouvement communautaire et État social : le défi de la transition sociale-écologique.* Presses de l'Université du Québec.

Front commun pour la transition énergétique (2020). *Projet Québec ZéN. Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité.*

Grandgeorge, Dominique (2022). *L'écologisation du travail social : les établissements sociaux à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité*. Éditions ies.

Guay-Boulet, C., Martin-Déry, S. et Huot, G. (2022). *Économie sociale et transition socioécologique – Quel cadre commun?* Territoires innovants en économie sociale et solidaire.

Lachapelle, R. (2017). *Être passeur. La fonction de liaison en organisation communautaire*. Presses de l'Université du Québec.

Lachapelle, R. et Bourque, D. (2020). *Intervenir en développement des territoires*. Presses de l'Université du Québec.

Leloup, F., Moyart, L. et Pecqueur, B. (2005). La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale? *Géographie, économie, société*, *7*, 321-332. https://doi.org/10.3166/ges.7.321-331

Masset, D. (2023). Savoir mobiliser la peur face à la menace climatique. *Relations*, n° 822, automne 2023, 21-24.

Mercier, C. et Bourque, D. (2021). *Intervention collective et développement des communautés – Éthique et pratiques d'accompagnement en action collective*. Presses de l'Université du Québec.

Morin, L., Racine, S., Bourque, D., Parent, A.-A., Lachapelle, R., Jetté, C., Grenier, S., Foisy, F., Savard, D. et Mbacke Gueye, S. T. (2023). Développement des communautés et transition socioécologique : étude de huit (8) démarches de développement territorial au Québec. *Le cahier du RQIIAC*, Édition 2023, 7-10.

OPTSQ (1999). *Les travailleurs sociaux à l'aube du troisième millénaire – Les états généraux de la profession, rapport final.* Ordre des travailleurs sociaux du Québec (OPTSQ).

Parent, A.-A. et Bourque, D. (2016). La contribution des travailleurs sociaux à la réduction des inégalités sociales de santé. *Intervention*, *143*, 5-14.

Paul, M. (2004). *L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique*. L'Harmattan.

Robitaille, M. (2016). *Les métiers du développement territorial au Québec (Être un agent de développement aujourd'hui).* Presses de l'Université du Québec.

Senay, M.-H., Cunningham, J. et Ouimet, M.-J. (2023). *Pour une transition juste : tenir compte des inégalités sociales de santé dans l'action climatique.* Institut national de santé publique du Québec, Gouvernement du Québec.

Stake, R. E. (2006). *Multiple Case Study Analysis*. Guilford Press.